REPUBLIQUE TOGOLAISE

Agence Togolaise de Presse

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

1er juillet 2026

TOGO-ALLEMAGNE :

L'AMBASSADEUR CLAUDIUS FISCHBACH SALUE LA QUALITE DU PARTENARIAT

Lomé, 1er juil. (ATOP)- En fin de mission, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Togo, Dr Claudius Fischbach, a été reçu en audience le mardi 30 juin par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Dr Claudius Fischbach avec le Président du Conseil

Le diplomate allemand s'est félicité de l'excellence des relations entre Berlin et Lomé, soulignant la confiance mutuelle qui caractérise ce partenariat.

« Je pars du Togo avec le sentiment que les relations bilatérales sont sur le bon chemin et que la coopération au développement continuera de manière très solide et très fructueuse. L'Allemagne sera toujours aux côtés du Togo et du peuple togolais », a-t-il précisé.

Abordant les questions de paix et de sécurité, Dr Claudius Fischbach a salué les efforts engagés par le Président Faure Essozimna Gnassingbé pour consolider la stabilité nationale. L'ambassadeur a également rendu hommage au Président du Conseil pour l'engagement du Togo en faveur de la paix, du dialogue et de la coopération régionale. Il a salué ses initiatives diplomatiques de règlement pacifique des crises pour la stabilité en Afrique de l'ouest et sur le continent.

« J'ai félicité son excellence Monsieur le Président du Conseil pour les efforts couronnés de succès visant à apaiser la situation dans le nord du pays, ainsi que pour le rôle de médiateur joué par le Togo dans la sous-région », a-t-il déclaré.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE ----------2-4
NOUVELLES DES PREFECTURES ----------5-6
NOUVELLE DE L'ETRANGER ----------16-17
SPORTS ----------18-19

La République fédérale d'Allemagne et le Togo entretiennent d'excellentes relations de coopération dans différents domaines, fondées sur un partenariat de confiance et une vision commune. Cette coopération couvre plusieurs secteurs prioritaires, notamment le développement économique, la formation professionnelle, la transformation agro-industrielle, la décentralisation et la gouvernance.

A ce jour, le portefeuille de la coopération allemande, tant technique que financière, est estimé à 555,66 millions d'euros, soit 364,51 milliards de FCFA. Par l'importance de cette enveloppe, l'Allemagne s'impose comme le premier partenaire bilatéral du Togo en matière de partenariat au développement, témoignant ainsi de la solidité des relations de coopération entre les deux pays.

presidenceduconseil.gouv.tg

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

ECHOS DE LA CAPITALE

PRISE DE FONCTION AU MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET :

LE MINISTRE BARCOLA INVITE LES NOUVEAUX FONCTIONNAIRES A LA PROBITE ET A L'INTEGRITE

Lomé, 1er juil. (ATOP) - Le ministre des Finances et du Budget, Georges Barcola a invité, le mercredi 1er juillet à Lomé, les 1.205 fonctionnaires stagiaires, récemment admis au concours national de recrutement à la Fonction publique, à la probité et à l'intégrité. Il est assisté par son collègue Badanam Patoki de l'Economie et de la Veille stratégique.

Officiels et récipiendaires

Remise symbolique du livret

Cette rencontre vise à outiller ces nouveaux agents pour le compte du ministère des Finances et du Budget et celui de l'Economie et de la Veille stratégique sur leurs droits et devoirs, tout en favorisant leur intégration harmonieuse au sein de l'appareil économique national. Elle consacre également la répartition de ce contingent de compétences entre les deux départements ministériels. Il est question aussi de renseigner les nouveaux fonctionnaires sur les statuts de la fonction publique, et les droits et devoirs du fonctionnaire.

Dans son adresse d'orientation, le ministre Barcola a indiqué que les finances publiques sont le « carburant de l'action de l'État ». Il a félicité les nouveaux agents, les qualifiant de « crème de la crème » au regard du caractère hautement sélectif du

concours. Le ministre a rappelé la lourde responsabilité qui leur incombe désormais, tout en insistant sur la nature spécifique de leur mission, et énoncé les valeurs fondamentales non négociables qui doivent guider le quotidien de tout agent de l'économie et des finances. Ces valeurs sont notamment, la probité et l'intégrité et l'honnêteté absolue dans la manipulation et la gestion des deniers publics. Un dévouement total envers les citoyens, impliquant un traitement égalitaire et indépendant de tous les dossiers, à l'abri de tout favoritisme familial ou personnel et la discrétion professionnelle, une retenue indispensable dans le traitement des données économiques sensibles.

Le ministre Barcola livrant son discours d'orientation

Des fonctionnaires stagiaires

« Votre évolution de carrière sur les cinq à dix prochaines années dépendra exclusivement de la rigueur avec laquelle vous respecterez ces valeurs intrinsèques », a prévenu le ministre, avant d'exhorter cette jeunesse à apporter un souffle nouveau et des méthodes modernisées à l'administration. Le ministre a saisi l'occasion pour leurs remettre symboliquement le livret du statut général de la fonction publique.

La directrice de cabinet du ministre des Finances et du Budget, Mme Akou Mawussé Afidényigba Adetou, a exprimé sa satisfaction d'accueillir ces nouvelles ressources humaines. Elle a rappelé que cette session d'imprégnation est essentielle pour que les recrues s'approprient les statuts de la fonction publique, l'esprit d'équipe, la loyauté et le sens de l'intérêt général. Mme Afidényigba Adetou a précisé que les 1 205 fonctionnaires seront déployés au sein des différentes directions stratégiques des deux ministères (Direction générale de l'Économie, Trésor public, Budget, Commande publique, entre autres,) en fonction des besoins exprimés.

La directrice de cabinet a mis un accent particulier sur les compétences technologiques de cette nouvelle génération. Elle a souligné qu'à l'ère de l'informatique, du numérique et de l'intelligence artificielle, l'administration publique togolaise compte capitaliser sur la maîtrise de ces outils par les jeunes recrues pour renforcer l'efficacité de l'État, conformément à la vision du Président du Conseil.

ATOP/SED/HKM

2EME SESSION 2026 DU CADRE PERMANENT DE CONCERTATION :

LES ACTEURS POLITIQUES A L'ECOUTE DES DEFIS DE LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE

Lomé, 1er juil. (ATOP) - Les travaux de la deuxième session du Cadre permanent de concertation (CPC) au titre de l'année 2026 se sont ouverts le mardi 30 juin à Lomé. Pendant quatre jours, les représentants des partis politiques membres du cadre examineront plusieurs dossiers d'intérêt national en vue de formuler des recommandations à l'attention du gouvernement.

La cérémonie d'ouverture a été dirigée par le président du CPC, Me Tchassona Traoré, en présence du ministre de l'Administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières, rapporteur du CPC, le Colonel Awaté Hodabalo.

Le ministre a rappelé que le CPC demeure un instrument essentiel du dialogue politique au Togo. Véritable espace d'échanges, de concertation et de propositions, il offre aux acteurs politiques l'occasion de réfléchir ensemble aux questions d'intérêt général afin de soumettre au gouvernement des recommandations consensuelles. Il a souligné que cette démarche s'inscrit dans la vision du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, fondée sur les principes de « Rassembler, Protéger et Transformer ». « Seul, on ne peut rien faire. Pour aller loin, on doit aller ensemble », a-t-il déclaré, invitant les membres du CPC à poursuivre leurs efforts pour bâtir un Togo plus prospère, plus démocratique et plus inclusif.

Colonel Awaté (au micro) et Maître Tchassona

Le rapporteur du CPC a salué les avancées enregistrées grâce au dialogue permanent entre les acteurs politiques, mettant en avant les nombreuses recommandations issues des précédentes sessions qui ont contribué à l'amélioration de la gouvernance publique. Il a également transmis aux membres du cadre les félicitations du Président du Conseil pour leur engagement constant et le sérieux qui caractérise leurs travaux.

Le président du CPC, a exprimé sa reconnaissance au gouvernement pour la tenue régulière de ce cadre de dialogue, qu'il considère comme un pilier de renforcement de la démocratie et de la cohésion nationale. Il a rendu hommage aux trois commissions mises en place à l'issue de la précédente session, dont les rapports seront au cœur des travaux. Selon lui, ces documents constituent désormais un patrimoine commun du CPC et doivent être examinés avec objectivité afin d'aboutir à des propositions réalistes et consensuelles.

Dans un contexte marqué par une vie politique animée, le président du CPC a appelé les participants à privilégier l'écoute, le respect mutuel et la responsabilité. Me Tchassona a rappelé que le CPC n'est pas un organe de décision, mais un espace de dialogue chargé d'analyser les préoccupations des acteurs politiques, de rapprocher les points de vue et de formuler des recommandations destinées à éclairer l'action gouvernementale.

Afin de garantir l'efficacité des échanges, Me Tchassona a proposé une méthodologie de travail axée sur l'examen successif des rapports des trois commissions, la recherche du consensus autour de chaque recommandation et l'harmonisation des propositions avant leur adoption finale.

Cette deuxième session du CPC devra permettre aux acteurs politiques de poursuivre le dialogue dans un climat de sérénité et de confiance, tout en apportant leur contribution à la consolidation de la gouvernance démocratique, de la paix sociale et du développement du Togo.

ATOP/territoire.gouv.tg

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

NOUVELLES DES PREFECTURES

OGOU/SANTE :

LE TOGO MISE SUR UN PLAN STRATEGIQUE POUR ELIMINER LA RAGE D'ICI 2030

Atakpamé, 1er juil. (ATOP) - Un atelier national consacré à la validation du Plan stratégique intégré pour l'élimination de la rage au Togo (PSIER) pour la période 2026-2030 s'est déroulé les 30 juin et 1er juillet à Atakpamé.

Des acteurs

M. Konlani (au micro)

Cet événement du ministère en charge des Ressources animales a été marqué par le lancement officiel du projet pilote de lutte contre cette maladie dans la région des Plateaux Est. Cette initiative est soutenue par l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut Pasteur de Paris ainsi que d'autres partenaires stratégiques. L'objectif est d'atteindre zéro décès humain dû à la rage transmise par les chiens d'ici 2030.

Les travaux ont réuni une multitude d'acteurs de la santé publique, de la médecine vétérinaire et des autorités locales afin de structurer une riposte globale. Les discussions portent sur la nécessité d'une approche multisectorielle, matérialisée par le PSIER, qui servira de boussole pour harmoniser les campagnes de vaccination, renforcer la surveillance épidémiologique et optimiser la prise en charge des personnes exposées.

Le directeur de cabinet du ministre en charge des Ressources animales, Konlani Dindiogue a rappelé la volonté du gouvernement à investir durablement dans la lutte contre la rage et dans la santé publique, érigeant le concept « Une seule santé » (One Health) au rang de priorité nationale pour immuniser durablement le pays contre ce fléau.

Le préfet de l'Ogou, Ekpé Kodjo Agbéko, a dit que cette lutte est capitale pour la préservation des vies humaines au sein des communautés locales.

ATOP/AY/KKT/BV

---------- ----------

NEGOCIATIONS COMMERCIALES **:**

DES CHEFS D'ENTREPRISES DES PLATEAUX EN FORMATION A ATAKPAME

Atakpamé, 1er juil. (ATOP) - Un atelier de formation axé sur les négociations commerciales, les contrats commerciaux et les incoterms, s'est ouvert le mercredi 1er juillet à Atakpamé, à l'intention des chefs d'entreprises de la région des Plateaux.

Cette initiative est portée par le ministère délégué chargé du Commerce et du contrôle de la qualité, avec l'appui de la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) et du programme Arab Africa Trade Bridges (AATB). L'objectif est de

doter les chefs d'entreprises d'outils nécessaires pour négocier, contractualiser et sécuriser les marchés nationaux et internationaux.

Durant trois jours, les chefs d'entreprises vont bénéficier d'enseignement pratique sur les techniques avancées de négociation commerciales ; les bases juridiques des contacts nationaux et internationaux ; la rédaction et la sécurisation des clauses contractuelles et la prévention et la gestion des litiges commerciales, entre autres. Ils vont être également outillés sur les incoterms 2020 et leurs implications juridiques et logistiques ainsi que sur les bonnes pratiques de conduite des opérations internationales.

M. Comlan ouvrant les travaux

Des chefs d'entreprises

Les travaux ont été ouverts par le secrétaire général dudit ministère, Comlan Nomadoli Yakpey. Il a rappelé que face à l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à l'intensification de la concurrence mondiale, la maîtrise des instruments du commerce international est devenue une nécessité stratégique pour la compétitivité et la viabilité des petites et moyennes entreprises togolaises. M. Yakpey a réaffirmé la volonté du gouvernement de promouvoir l'entrepreneuriat, en ciblant particulièrement les initiatives portées par les jeunes et les femmes.

Le préfet de l'Ogou, Ekpé Kodjo Agbéko, a salué la tenue de cet atelier, estimant que cette démarche participe activement à la dynamique de transformation économique en cours prôné le Président du Conseil.

Cette formation se tiendra également à Kara du 6 au 8 juillet prochain.

ATOP/KKT/BA

CINKASSE/TRANSHUMANCE :

UN DIALOGUE TRANSFRONTALIER REGROUPE DES ELEVEURS ET AGRICULTEURS TOGOLAIS ET BURKINABE

Cinkassé, 1er juil. (ATOP) - Une séance d'échanges et de dialogue transfrontalier sur la gestion efficace des conflits liés à la transhumance a réuni les éleveurs et agriculteurs du Togo et du Burkina Faso le mardi 30 juin à Cinkassé.

Des participants

L'activité est co-organisée par l'ONG Handicap International Togo et le Conseil danois pour les réfugiés « Danisch Refugee Concil » (DRC) du Burkina Faso avec l'appui financier de la fondation Patrip en collaboration avec l'association Tin Tua et l'ONG Gestion et valorisation des produits agro-forestiers (GEVAPAF). Elle s'inscrit dans le cadre de l'exécution du projet « Bâtir et reconstruire des infrastructures pour la cohésion

sociale » (BRICS), mis en œuvre entre le Togo et le Burkina Faso pour renforcer la cohésion sociale et la prévention des conflits à travers la dynamique des cadres de concertations communautaires et la promotion du dialogue inclusif.

L'objectif est de faciliter un dialogue inclusif entre agriculteurs et éleveurs des communes de Tône et de Cinkassé et ceux de Cinkansé du Burkina Faso ainsi que les acteurs impliqués dans la mobilité du bétail afin de prévenir les tensions communautaires liées aux déplacements du bétail et renforcer la cohésion sociale.

Les participants en pleins échanges

Les travaux ont permis aux participants d'identifier les facteurs de tensions qui sont souvent sources de conflits entre éleveurs et agriculteurs. Ils ont également analysé les impacts sur la cohésion sociale et proposé des pistes de solutions. Parmi celles-ci, la création d'un espace de dialogue, d'écoute et d'échanges entre les jeunes et les différents acteurs clés, la mise en place d'un mécanisme transfrontalier de communication et de collaboration entre les jeunes et acteurs directs de la mobilité du bétail, ainsi que l'élaboration et l'exécution d'un plan d'action dans les deux communautés.

Selon le chef projet BRICS du Burkina Faso, Ouédraogo Idrissa après les analyses de la dynamique des conflits communautaires, il ressort que la transhumance constitue une source de tension entre les différents acteurs et entrave la cohésion sociale entre les deux communautés vivant de part et d'autre de la frontière. « C'est dans cette optique que le dialogue est organisé afin d'identifier les problèmes et chercher leurs solutions pour une gestion efficace de ces conflits », a-t-il expliqué.

Les travaux ont été présidés par le maire adjoint de la commune Cinkassé 2, Djakalidja Temmé. ATOP/BB/JK/MD

LACS :

DES AGENTS FRONTALIERS FORMES SUR LES DROITS DES FEMMES DANS LE COMMERCE

Table d'honneur

Aného, 1er juil. (ATOP) – Un atelier de formation et de renforcement de capacités des agents frontaliers sur les droits des femmes dans le commerce, s'est déroulé les 29 et 30 juin à Aného.

La formation est à l'actif du consortium TradeMark Africa en collaboration avec le ministère délégué chargé du Commerce et du Contrôle de la Qualité. Elle a reçu le soutien technique et financier du gouvernement Canadien à travers Affaires Mondial Canada (AMC) et s'intègre dans la dynamique du projet « Making Trade Work for Women » (faire fonctionner le commerce pour les femmes).

La rencontre a mobilisé des agents intervenant aux postes frontières, notamment des agents de la douane, de l'immigration, de la sécurité et autres services de contrôles ainsi que des autorités locales. Le but est de renforcer la participation des femmes au

commerce régional et de promouvoir un environnement commercial inclusif, sûr et sécurisé aux frontières pour les femmes.

Des participants

Les travaux ont permis d'améliorer les compréhensions des participants sur les questions liées à la facilitation des échanges, à la prise en compte du genre dans le commerce transfrontalier et à la promotion d'un environnement commercial sécurisé aux femmes et aux jeunes. Il s'agit pour les organisateurs de contribuer à l'amélioration des conditions de passage aux frontières notamment pour les femmes commerçantes qui demeurent confrontées à de nombreux défis, entre autres, les tracasseries administratives, l'insécurité et diverses formes de discriminations et des violences basées sur le genre.

Les participants ont été outillés sur les bonnes pratiques en termes d'accueil et d'accompagnement des usagers des frontières, le respect des procédures de facilitation des échanges, la prévention des violences basées sur le genre ainsi que les mécanismes favorisant un commerce régional plus équitable. Ils ont été, aussi, renseignés sur des modules à savoir les droits et devoirs des femmes dans le commerce transfrontalier, les dispositions du protocole des femmes et des jeunes dans le commerce de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Les participants ont été, également, édifiés sur les mécanismes de prévention et de réduction des violences basées sur le genre aux frontières et le fonctionnement de la Solution automatisée de marquage des produits.

Le directeur général du commerce, Abé Talime a relevé l'intérêt que le gouvernement accorde à l'autonomisation de la femme et salué TradeMark Africa pour son engagement et l'ensemble des partenaires financiers. Il a exhorté les participants à s'approprier les thématiques pour mieux servir et mieux protéger les commerçantes frontalières.

Pour le représentant de TradeMark Africa, Brice Adou à travers cette formation, les frontières au Togo deviendront des espaces sûrs, respectueux et efficaces pour tous.

L'adjoint au maire de la commune Lacs 1, Agossou Kangni Kouévi a exhorté les participants à s'approprier les bonnes pratiques développées en matière d'égalité, de transparence, de dignité et de promotion du genre. Il a réaffirmé l'engagement et la volonté de la commune à accompagner toutes les initiatives qui favorisent un commerce transfrontalier sécurisé, inclusif et respectueux des droits. ATOP/DK/DHK

TONE:

LE PROJET « SAVANES KPAADU » LANCE A DAPAONG

Dapaong, 1er juil. (ATOP) – Le projet « Action intégrée de réponse de crise dans la région des Savanes au Togo (Savanes Kpaadu) » a été lancé au niveau communautaire le mardi 30 juin à Dapaong, après le lancement officiel le 10 juin à Lomé. L'activité est couplée de la première rencontre trimestrielle de coordination des acteurs impliqués.

Ce projet est initié par Plan international Togo, en partenariat avec les ONG Communication pour un développement durable (CDD), Humanité & Inclusion (HI) et Centrale africaine pour un développement intégral et durable (CADID). Il est financé par l'Union européenne (UE) à travers le Foreign Policy instruments (FPI) d'un montant de 3.000.000 euros soit 1.967.871.000 FCFA.

L'objectif est de répondre aux besoins prioritaires des communautés affectées par la crise sécuritaire, à travers une approche intégrée combinant l'autonomisation

économique, l'accès à l'éducation inclusive, le renforcement de la protection, la prévention des risques liés aux engins explosifs et la promotion de la cohésion sociale. Il s'agit à termes, de contribuer au renforcement de la résilience communautaire et à la stabilisation durable de la région des Savanes.

Le gouverneur (milieu) exprimant sa gratitude

L'assistance

« Savanes Kpaadu » signifie en langue Moba « Développement de la région des Savanes ». D'une durée de dix-huit (18) mois, (1er mars 2026 - 31 août 2027), il est exécuté dans toutes les préfectures, communes et cantons de la région. Il s'articule autour d'une approche intégrée et sensible au genre, visant à renforcer la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les communautés hôtes, les personnes déplacées internes et les réfugiés, à promouvoir l'autonomisation économique de 1120 jeunes et femmes à travers le développement d'activités génératrices de revenus et à améliorer l'accès à l'éducation en soutenant 4 000 enfants par la distribution de kits scolaires. Ce projet va également faciliter l'accès aux documents d'état civil pour 800 personnes vulnérables, apporter un appui psychosocial et juridique à près de 300 survivants de violences basées sur le genre et renforcer les mécanismes communautaires de prévention des conflits et de résilience.

La première réunion de coordination a permis de dresser le bilan des activités menées depuis le démarrage en mars, de valider la planification du prochain trimestre (juillet-septembre) et d'élaborer collectivement une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations formulées par les parties prenantes.

Le gouverneur de la région des Savanes, Atcha-Dédji Affoh s'est réjoui du lancement communautaire de ce projet qui permet aux acteurs concernés d'être mieux impliqués dans sa mise en œuvre.

Le représentant résident de Plan international au Togo, Ouseynou Samb a rappelé que son institution est engagée depuis 2019 à investir en faveur des communautés vulnérables en alignement avec la politique gouvernementale. Ce projet, a-t-il dit est la continuité des initiatives antérieures et permettra de renforcer l'autonomisation des femmes et d'accompagner la jeunesse entre autres.

ATOP/TKA/JK/HKM

AMOU/ASSEMBLEE GENERALE :

LA FNGPC ENVISAGE 150.000 TONNES DE COTON GRAINE EN 2026

Amlamé, 1er juil. (ATOP) - La Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC) a tenu, le mardi 30 juin à Témédja, dans la commune Amou 3, son assemblée générale ordinaire, exercice 2025.

La rencontre est placée sous le thème « Transformer les défis climatiques en opportunités d'innovation durable et de compétitivité pour le coton togolais ». Elle a réuni les délégués et partenaires de la filière autour d'enjeux stratégiques pour l'avenir de l'or blanc au Togo.

Les participants ont adopté les rapports d'activités, moral et financier de l'exercice écoulé pour répondre aux exigences de gouvernance. Ils ont réfléchi sur l'impact direct des dérèglements climatiques tout en définissant des stratégies d'adaptation à court et moyen termes.

Des producteurs de coton

M. Konde ouvrant les travaux

Les rapports révèlent qu'en 2025, la filière a enregistré une production globale de 60 408 T de coton-graine, avec un rendement moyen de 1,066 tonne par ha sur une superficie emblavée de 74 000 ha. Bien que ces résultats affichent un recul par l'effet d'un déficit pluviométrique précoce dans le sud et de pluies tardives dans la région des Savanes, la FNGPC entend transformer cette crise en levier d'innovation.

Les cotonculteurs ont posé les bases techniques et économiques nécessaires pour relancer la dynamique de production et projeter la filière vers son ambition ultime, celle d'atteindre un cap de 150.000 tonnes en 2026.

Le président de la fédération, Kouroufeï Koussouwé, a exhorté les producteurs à une discipline rigoureuse. Il a, notamment insisté sur l'anticipation des dates de semis dès les premières pluies, la maîtrise des calendriers de traitement, ainsi que sur le strict respect des itinéraires techniques, gages d'une résilience accrue face aux incertitudes météorologiques. Le président a plaidé pour le maintien du prix d'achat du coton-graine à 300 FCFA le kilogramme. Il a sollicité un soutien accru pour stabiliser les coûts des intrants et des engrais, actuellement en hausse, tout en appelant à une lutte contre le détournement de ces produits subventionnés.

Le directeur régional de l'Agriculture des Plateaux-Ouest, Konde Yaowi Afidenyo a réitéré l'engagement du gouvernement à soutenir le secteur cotonnier, en mettant en œuvre des politiques d'accompagnement adéquates pour optimiser la productivité et sécuriser durablement les revenus des producteurs face aux mutations climatiques.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du préfet de l'Amou, Gavlo Komi ainsi que des partenaires techniques et financiers.

ATOP/KKT/MEK

DES OPERATEURS ECONOMIQUES DE KPELE ET DANYI SENSIBILISES SUR LE CIVISME FISCAL

Adeta, 1er juil. (ATOP) - Des opérateurs économiques, chefs traditionnels et autorités locales des préfectures de Kpélé et Danyi ont été sensibilisés sur le civisme fiscal, le mardi 30 juin, respectivement à Adeta et Apéyémé.

Ces séances de sensibilisation initiées par l'Office togolais des recettes (OTR) dans les deux localités s'inscrivent dans le cadre de sa mission de proximité et de dialogue avec les opérateurs économiques. L'objectif est de renforcer les relations de confiance entre l'administration fiscale, d'encourager les contribuables et de promouvoir le civisme fiscal.

La rencontre a permis d'informer les participants sur leurs obligations fiscales et les procédures administratives, de présenter les mécanismes de dialogue mis en place par l'OTR puis d'échanger sur les difficultés rencontrées par les contribuables.

L'assistance à Adeta

Table d'honneur à Apéyémé

Le directeur de la communication et des services aux usagers de l'OTR, Kolani Kampatibe a édifié l'assistance sur la mission qui incombe l'administration fiscale, notamment la mobilisation des ressources financières pour l'Etat et le rôle des collectivités territoriales pour le financement, les réalisations des infrastructures routières, des centres de santé, des établissements scolaires ainsi que d'autres projets de développement des populations. Il a exhorté les opérateurs économiques à s'acquitter de leurs obligations fiscales dans un climat de confiance. M. Kolani a insisté sur la nécessité d'une bonne collaboration avec les agents de l'OTR dans la lutte contre la corruption, la fraude fiscale et la contrebande douanière.

Le secrétaire général de la préfecture de Kpélé, Saboutou Arimou et le préfet de Danyi Koumagnanou Amavi ont mis l'accent sur l'importance que revêt le payement de taxes et impôts dans la réalisation des œuvres sociales. ATOP/SKD/AR

AGOU/IDENTIFICATION BIOMETRIQUE :

UNE DELEGATION PREFECTORALE CONSTATE LE DEROULEMENT DE L'OPERATION

Agou-Gadzépé, 1er juil. (ATOP) - Une délégation préfectorale conduite par le préfet d'Agou, Ali Mouzou et le député Yossah Yawotse a effectué une tournée le mardi 30 juin dans la préfecture pour constater l'effectivité du déroulement de l'identification biométrique.

Les officiels au centre de Gadzepe

Des autorités et des techniciens à Avetonou

Les autorités locales ont constaté de visu le déroulement de l'opération. Elles ont saisi l'occasion pour sensibiliser les différentes couches sociales sur le bien-fondé de disposer la carte biométrique.

La délégation composée des chefs services, des autorités traditionnelles, civiles, militaires et religieuses s'est rendue dans cinq centres dans les deux communes. Les

données indiquent que 1600 personnes ont été enregistrées à l'EPP Centrale d'Agou-Gadzepé, 1800 à l'EPP Nyogbo Sud, 3262 à Avetonou, 1398 à Glekopé soit 45% de la population de cette localité et 1300 à Amoussoukopé. Le bilan général de l'enrôlement dans tous les centres de la préfecture fait ressortir un résultat de plus de 30.000 personnes enregistrées.

La délégation à l'EPP Glekopé

Un bénéficiaire en attente d'être enrôler

Le préfet d'Agou a dit être globalement satisfait des performances. Il a encouragé les acteurs à continuer la sensibilisation afin que la population soit enrôlée avant la fin de l'échéance. Tout en invitant les habitants à se faire enregistrer, le représentant du pouvoir central a plaidé pour que la date butoir soit revue en vue d'un enrôlement massif.

Le député Yossah Yawotse et le président du conseil des chefs traditionnels d'Agou, Togbui Egu-Lete XI ont entretenu la population sur les avantages de la carte biométrique notamment la possibilité de faire des opérations financières dans les banques, de traverser aisément les frontières, d'affirmer son identité et son appartenance sociale, ethnique, culturelle et religieuse. Togbui Egu-Lete a promis d'instruire ses pairs à intensifier les sensibilisations pour permettre à la population de sortir massivement se faire enrôler.

Débutée le 14 juin dernier dans la préfecture d'Agou, cette opération d'enregistrement biométrique des personnes est gratuite. Elle consiste à collecter les données biométriques et biographiques pour attribuer un numéro d'identification unique (NUI) et délivrer une carte e-ID à chaque citoyen. ATOP/MET/BSM/BV

---------- ----------

WAWA:

LES AUTORITES LOCALES SUPERVISENT DES CENTRES

Badou, 1er juil. (ATOP) - Le préfet de Wawa, Soménu Atsu Yinassè et le chargé de la gestion des plaintes du projet e-IDTogo, Djaka Mawusi, ont effectué une tournée de supervision des centres d'enregistrement et d'établissement de cartes biométriques, le mardi 30 juin dans la commune Wawa 1.

Sensibilisation des populations

La délégation était accompagnée par un représentant des personnes en situation de handicap, de commerçants, de l'éducation, du responsable de l'action sociale, de l'agriculture et des techniciens du projet e-IDTogo. L'objectif est de s'enquérir du bon déroulement des activités d'enregistrement des populations dans la commune Wawa 1, de trouver des solutions idoines aux éventuels goulots d'étranglement, et encourager les agents déployés sur le terrain pour le travail. Il s'agit également de

mobiliser les différentes populations à se faire enregistrer pour bénéficier des avantages liés à cette carte dans les années à venir.

Fille d'attente

Lors de cette tournée, les autorités locales ont constaté le bon déroulement des activités dans les différents centres. Elles ont aussi sensibilisé les populations sur la nécessité et l'intérêt que revêt cette carte biométrique unique.

M. Djaka Mawusi, supérieur technique des préfectures de Wawa et de l'Akébou, a expliqué à l'assistance que dans les prochaines années, cette carte biométrique permettra aux détenteurs de bénéficier des services sociaux de base. Il a invité les populations à se faire enregistrer pour bénéficier des éventuels services sociaux de l'État.

Les centres visités sont, notamment, Tomégbé, Adomi-Abra, Zogbé, Mangoassi, Bethel et Badou-Djindji (Dagni-konta). ATOP/PM/SED/KYA

BAS MONO :

DES JOURNALISTES ECLAIRES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'AGRO ECOLOGIE

Afagnan, 1er juil. (ATOP) – Des professionnels des médias de la région Maritime ont pris part, le mardi 30 juin à Afagnan, à un atelier de renforcement des capacités, consacré aux enjeux du changement climatique et à l'agro écologie.

Les participants

La formation s'est déroulée autour du thème « Pour le renforcement de la résilience des petits producteurs face au changement climatique, je choisis l'agro écologie ». Elle est organisée par l'ONG Solidarité en action pour la lutte contre la pauvreté (SALUT) basée à Lomé. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement des droits, des capacités de résilience et de promotion de systèmes agricoles durables dans les communautés du bassin versant du Zio » financé par l'ONG Luxembourgeoise Action solidarité tiers monde (ASTM). Il a regroupé des animateurs et journalistes des médias des préfectures de Bas-Mono, Lacs, Vo et Yoto.

Cette initiative vise à renforcer les capacités des acteurs des médias sur les impacts du changement climatique, la production agricole, les différentes stratégies d'adaptation insistantes et les techniques de couverture médiatique des activités en lien avec l'agro écologie. Le but est d'améliorer leurs connaissances afin de favoriser une information de qualité et une meilleure sensibilisation des populations aux enjeux environnementaux et à la promotion de l'agro écologie.

La formation est assurée par trois experts du changement climatique, Carlos Détchinli, chargé de programme gouvernance locale et organisation du monde rural, Issifou Zimaré, responsable agriculture durable et environnement à l'ONG SALUT et Hector Nammangué, journaliste scientifique. Elle a porté sur les systèmes agricoles ainsi que sur l'utilisation des pratiques agro-écologiques comme stratégie d'adaptation et de résilience des communautés rurales. Les formateurs ont invité les participants

l'appropriation des problématiques environnementales et à la promotion d'une communication engagée et éclairée sur ces questions.

Séance de travail

Pour les organisateurs, cette formation permettra aux professionnels des médias de mieux traiter les questions liées à l'environnement, à l'agriculture durable et à la protection des ressources naturelles. Il s'agit pour eux, de contribuer à une prise de conscience des populations pour la promotion des systèmes agricoles durables et renforcer leur résilience face aux effets du changement climatique.

Les participants ont suivi des communications sur le projet et la théorie du changement, les pratiques agricoles durables pour une agriculture résiliente ainsi que les enjeux environnementaux : faits et perspectives. Ils ont été entretenus sur l'état des ressources en eau et en terre dans le monde, le changement climatique : sa compréhension, les principaux gaz à effet de serre, la mobilisation mondiale contre le changement climatique et ses impacts sur les pratiques agricoles non durables et les ressources naturelles.

ATOP/DK/DHK/KYA

KERAN/DROIT DE L'ENFANT **:**

L'UNICEF EN MISSION D'EVALUATION AU CMS D'ATALOTE

Kantè, 1er juil. (ATOP) - Une mission conjointe de suivi du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et du ministère en charge de la Santé est intervenue le mardi 30 juin à Atalotè, à environ 15 km à l'ouest de Kantè.

L'assistance lors de la rencontre avec la délégation de l'UNICEF

Dr Erinna Corinne Dia (au milieu) lors de la rencontre

Cette mission a permis à la délégation conduite par la représentante résidente de l'UNICEF au Togo, Dr Erinna Corinne Dia, de toucher du doigt les réalités du terrain et d'évaluer les progrès réalisés dans les interventions intégrées Santé-Protection de l'enfant-Programme ''Eau, assainissement et hygiène'' (WASH). Cette mission s'inscrit dans le cadre des activités relatives au programme pilote de l'état civil intégré au CMS de la localité et vise à doter chaque nouveau-né d'une identité légale dès sa naissance. Elle fait suite à une autre organisée dans les régions des Savanes et de la Kara en janvier dernier.

L'objectif est d'œuvrer à l'implication de tous les acteurs en renforçant la collaboration et la synergie d'actions entre les autorités locales, les services déconcentrés de l'Etat et les autres partenaires techniques.

Le CMS d'Atalotè offre diverses prestations en santé primaire préventifs, promotionnels et curatifs. Il a enregistré 210 accouchements à travers les prestations d'un personnel qualifié et 10 accouchements à domicile avec 212 naissances vivantes, toutes ayant été déclarées et ayant obtenu leur acte de naissance au cours du premier semestre de l'exercice 2026.

Selon la représentante résidente de l'UNICEF, Dr Dia, il s'avère important de renforcer davantage le dialogue stratégique avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des programmes de sa structure. « Une attention particulière sera accordée aux défis liés aux interventions intégrées dans les domaines de la santé, la nutrition et la protection de l'enfant ainsi que de la délivrance des actes de naissance aux nouveau-nés », a-t-elle souligné.

La délégation était composée du directeur régional en charge de la Santé de la Kara, Dr Sibabe Agoro, et celui préfectoral de la Kéran, Attipoé Yawovi Mawuena. Etaient également présents, le secrétaire général de la commune Kéran 2, Ounéri Monao et les autorités traditionnelles de la localité. La rencontre a pris fin avec une visite des locaux de l'état civil et de la salle de consultations du CMS.

ATOP/PAP/BA/KYA

VO/PROGRAMME STREET BUSINESS SCHOOL:

DES BENEFICIAIRES RECOIVENT LEUR CERTIFICAT

Vogan, 1er juil. (ATOP) - Le Centre de développement des enfants et jeunes (CDEJ TG 0513), rattaché à l'église baptiste « Le Réveil » de Hahotoé a initié une cérémonie de remise de certificats aux bénéficiaires du programme Street business school (SBS), le mardi 30 juin à Hahotoé, dans la commune Vo 4.

Les récipiendaires

SBS est un programme de formation sur la gestion des Activités génératrices de revenus (AGR). Financée par l'ONG Compassion international Togo, cette formation vise à renforcer les capacités entrepreneuriales des parents des bénéficiaires du centre à développer leur confiance en eux-mêmes. Il est aussi question de favoriser leur autonomie économique, en vue d'améliorer leurs conditions de vie ainsi que celle de leur famille et de leur communauté.

Après six mois de formation théorique et pratique autour de huit modules, les parents ont acquis des compétences en élaboration d'un plan de travail, en tenue des registres et de comptabilité, en gestion financière, ainsi qu'en développement et en croissance d'une AGR. Ils sont capables d'identifier des opportunités d'affaires, réaliser une étude de marché, mobiliser un capital de départ et démarrer une activité à petite échelle.

La cérémonie de remise des certificats a été précédée d'une caravane, une exhortation inspirée de l'évangile selon Matthieu 10 : 10-20, de la présentation du programme SBS et du bilan de la formation.

La secrétaire générale de la commune Vo 4, Mme Anayo Amélie a invité les parents au partage les connaissances reçues pour un meilleur rendement de leurs activités économiques.

Le pasteur de l'église baptiste « Le Réveil », révérend Mayikou Koffi Emmanuel et le coordinateur du CDEJ, Agbétossou Koami Dmanya ont exhorté les parents à mettre en pratique les acquis de cette formation pour impacter positivement la société.

Mme Anayo (à droite) remettant le diplôme à une lauréate

Lauréats et officiels

Le président du cluster Vo Sud, Gnama Koutome et la porte-parole des parents, Mme Gadeka Agoyovo Kayi ont remercié l'ONG Compassion international Togo, ses partenaires et les responsables du programme SBS pour leur accompagnement. Ils ont promis de tout mettre en œuvre pour booster la pauvreté hors de la communauté.

La cérémonie de remise s'est déroulée en présence des coachs du programme SBS, Mondé Tayé, Sako Richard et des autorités locales. ATOP/AKS/BV

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

NOUVELLES DE L'ETRANGER

PNUD :

L'EPIDEMIE D'EBOLA POURRAIT COUTER JUSQU'A 3,6 MILLIARDS DE DOLLARS A L'AFRIQUE

Africanews - L'Organisation des Nations Unies met en garde contre les conséquences sanitaires, économiques et sociales de l'épidémie d'Ebola en Afrique centrale, susceptible de provoquer des pertes de plusieurs milliards de dollars et une aggravation de la pauvreté.

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'épidémie pourrait coûter jusqu'à 3,6 milliards de dollars au continent africain dans son scénario le plus défavorable, ainsi que la perte d'environ 328 000 emplois. À l'inverse, un scénario de confinement limité aux pays touchés réduirait l'impact à environ 1 milliard de dollars de perte de PIB pour la seule République démocratique du Congo.

Sur le plan sanitaire, les autorités congolaises font état d'au moins 1 307 cas et 377 décès depuis la déclaration de l'épidémie le 15 mai. Celle-ci est causée par la souche Bundibugyo du virus Ebola, pour laquelle il n'existe ni vaccin ni traitement validé. Des cas plus limités ont été signalés en Ouganda.

Les experts alertent par ailleurs sur un risque de propagation régionale vers plusieurs pays voisins, notamment le Soudan du Sud, le Rwanda et l'Angola.

Le PNUD souligne également que l'impact dépasse la seule dimension sanitaire : l'épidémie pourrait aggraver la pauvreté, touchant jusqu'à près d'un million de personnes

supplémentaires en République démocratique du Congo. L'agence onusienne met en garde contre une crise prolongée du développement si la réponse internationale n'est pas renforcée rapidement. Africanews

---

ZIMBABWE :

LE PARLEMENT APPROUVE LE PROLONGEMENT DU MANDAT PRESIDENTIEL

Africanews - Le Parlement du Zimbabwe adopte définitivement un projet de loi visant à prolonger le mandat présidentiel. Les modifications en profondeur de la Constitution du Zimbabwe, qui prolongeront le mandat présidentiel de deux ans, ont franchi le mardi 30 juin, la dernière étape parlementaire. Il ne manque plus que la signature du président Emmerson Mnangagwa pour qu'elles entrent en vigueur. Ces amendements, qui suppriment également les élections présidentielles au suffrage direct, ont été vivement critiqués par les figures de l'opposition dans ce pays où le parti Zanu-PF de Mnangagwa, âgé de 83 ans, détient la majorité parlementaire.

L'Assemblée nationale a voté par 226 voix contre 41, a annoncé le président de l'Assemblée, en faveur des modifications proposées par le Sénat lorsque celui-ci a approuvé la nouvelle législation le 24 juin. Cette série de modifications — qualifiée de *« coup d'État constitutionnel »* par ses détracteurs — comprend une disposition visant à prolonger la durée des mandats présidentiel et parlementaire de cinq à sept ans.

Cela signifie que le dernier des deux mandats constitutionnellement limités de Mnangagwa serait prolongé jusqu'en 2030. Africanews

---

LA COUR SUPREME DES ETATS-UNIS REJETTE LA DECISION DE TRUMP VISANT A LIMITER LE DROIT DU SOL

Washington, (XINHUA) - La Cour suprême des Etats-Unis a rejeté le mardi 30 juin, le décret du président américain Donald Trump visant à priver du droit du sol les enfants d'immigrés sans papiers ou de résidents temporaires, confirmant ainsi ce droit.

"La citoyenneté, hier comme aujourd'hui, est le droit d'avoir des droits - celui de participer librement à notre vie politique. Les auteurs du quatorzième amendement ont étendu cette promesse à 'toute personne née libre sur ce sol'... Nous tenons cette promesse aujourd'hui", selon l'avis rendu par le président de la Cour suprême, John Roberts.

Le vote s'est soldé par 6 voix contre 3, trois juges conservateurs s'étant joints aux trois juges libéraux pour former la majorité.

Le quatorzième amendement, ratifié en 1868, répondait aux problèmes rencontrés par les esclaves affranchis à la suite de la guerre de Sécession, et visait à garantir la citoyenneté aux Noirs, y compris aux anciens esclaves.

"Toute personne née ou naturalisée aux Etats-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyenne des Etats-Unis et de l'Etat dans lequel elle réside", stipule-t-il.

Le décret présidentiel sur le droit du sol a été signé par Donald Trump le 20 janvier 2025, jour de l'investiture de son second mandat.

Le décret présidentiel stipule que les enfants nés de personnes se trouvant illégalement ou temporairement aux Etats-Unis ne sont pas "soumis à la juridiction" des Etats-Unis et ne peuvent donc pas prétendre à la citoyenneté en vertu du quatorzième amendement ou de la loi sur l'immigration et la nationalité. XINHUA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

SPORTS

VOLEYBALL/ COMMISSION EGALITE GENRE :

LA FTVB SALUE LA NOMINATION DE MME NATHALIE NOAMESHIE A L'ACNOA

Lomé, 01 juil. (ATOP) – La Fédération togolaise de volleyball (FTVB) adresse ses plus vives félicitations à Mme Nathalie Noameshie, arbitre internationale de volleyball, ancienne vice-présidente de la FTVB et du Comité national olympique du Togo (CNO-Togo), à la suite de sa désignation au sein de la Commission Égalité genre de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA).

Cette distinction constitue une reconnaissance méritée d'un parcours marqué par un engagement constant en faveur du développement du sport, de la promotion du leadership féminin et du rayonnement de l'arbitrage togolais sur la scène continentale et internationale.

Au fil des années, Mme Noameshie s'est illustrée par son professionnalisme, son sens du service et son implication active au sein du mouvement sportif et olympique. Son action a largement contribué à renforcer la visibilité et la participation des femmes dans les différentes sphères de gouvernance et de pratique sportive.

Lauréate africaine du Prix CIO Femmes et Sport 2019, elle est actuellement la directrice adjointe des Programmes EPS/SPORTS de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (CONFEJES).

Ses nouvelles fonctions vont lui permettre d'apporter son expertise et son expérience aux réflexions ainsi qu'aux initiatives destinées à promouvoir l'égalité des chances, l'inclusion et une représentation accrue des femmes au sein du mouvement olympique africain.

La FTVB lui souhaite plein succès dans cette mission de haute responsabilité et demeure convaincue qu'elle continuera à porter avec honneur les valeurs du sport togolais sur le continent africain. ATOP (Cellule de communication CAVB)

COUPE DU MONDE/1/16ème DE FINALE :

COTE D'IVOIRE LE COUP DE MASSUE

Lomé, 01 juil. (ATOP) – Séduisante et transfigurée en seconde période par l'entrée d'Amad Diallo, la Côte d'Ivoire a bousculé la Norvège avant de se faire punir sur le fil par l'inévitable Erling Haaland (1 – 2). Rageant.

Il s'en est fallu d'un cheveu, ou plutôt d'un coup de casque un poil trop décroisé d'Evann Guessand à la 90ème + 8 minute, pour que les Éléphants s'offrent un nul amplement mérité face aux spectaculaires Norvégiens. Mais le très haut niveau ne pardonne rien, et le manque d'efficacité dans les deux zones de vérité a coûté cher aux hommes de Patrice Beaumelle.

En première période, face au duo Ødegaard-Haaland, les Ivoiriens ont d'abord manqué de tranchant. Si Yan Diomandé (8ème) puis Emmanuel Agbadou (35ème) ont allumé les premières mèches, c'est surtout Nicolas Pépé qui a mordu les doigts des supporters en ratant le cadre à bout portant (28ème). Une maladresse payée cash dans la foulée quand Antonio Nusa,profitant d'un moment de flottement, nettoyait la lucarne de Yahia Fofana (0 – 1, 39ème).

Le show Amad Diallo

Mais ces Éléphants ont du cœur, et du banc. À l'heure de jeu, Beaumelle lançait Elye Wahi et surtout Amad Diallo. Un coaching gagnant qui a totalement transfiguré l'animation offensive ivoirienne. Survoltés, les Éléphants faisaient le siège du camp

scandinave. Après un double sauvetage de Nyland face à Pépé et Kessié (57ème), la lumière est logiquement venue de Diallo. Idéalement décalé par Pépé, le crack de Manchester United remettait les compteurs à égalité d'une frappe croisée chirurgicale du gauche (1 – 1, 74ème).

On pensait alors la Côte d'Ivoire capable de renverser le match. C'était sans compter sur le réalisme glacial d'Erling Haaland. Transparent durant tout le second acte, le cyborg de City profitait d'un micropesanteur dans l'axe ivoirien pour crucifier Fofana à quatre minutes du terme (1 – 2, 86ème). L'ultime rush ivoirien, marqué par un missile de Diallo sorti de la lucarne (96ème) et l'énorme occasion manquée de Guessand (98ème), laissera d'immenses regrets. La défaite est là, mais le contenu promet.

Le manque de réalisme

Dominer n'est pas gagner, et les Éléphants en ont fait la douloureuse expérience. Avec 12 corners obtenus contre seulement 3 pour la Norvège, et une pluie d'occasions franches (Pépé à la 28ème, Kessié à la 57ème, Guessand à la 98ème), la Côte d'Ivoire avait les armes pour plier ce match. Face à une équipe européenne aussi clinique, le manque de tueur devant le but s'est payé au prix fort. Un axe de travail évident pour les prochaines échéances. ATOP (Cellule de communication CAF)

FOOTBALL/COUPE DU MONDE :

LE SENEGAL PRET A AFFRONTER LA BELGIQUE DANS UNE "NOUVELLE COMPETITION"

Dakar, (Boursorama) – Le sélectionneur du Sénégal, Pape Bouna Thiaw, a déclaré que son équipe mettrait derrière elle les difficultés rencontrées lors de la phase de poules de la Coupe du monde 2026 pour aborder le seizième de finale contre la Belgique, prévu ce mercredi comme le début d'une "nouvelle compétition".

Après avoir perdu ses deux premiers matchs de poule, encaissant un total de six buts face à la France et à la Norvège, le Sénégal s'est qualifié in extremis pour la phase à élimination directe, en tant que dernier meilleur troisième, grâce à une victoire 5 – 0 contre l'Irak.

A ce sujet, le sélectionneur de la Belgique, Rudi Garcia, a qualifié mardi le Sénégal de "meilleure équipe classée troisième à s'être qualifiée".

Pape Bouna Thiawa a admis que le Sénégal n'avait pas bien démarré le tournoi - même si le pays avait été versé dans un des groupes les plus relevés du tournoi - tout en assurant que ses joueurs ne se laisseraient pas déstabiliser avant la rencontre avec la Belgique.

"C'est une nouvelle compétition qui va commencer et nous sommes déterminés à remporter ce match", a-t-il dit.

"C'est une compétition différente qui commence (...) et ce n'est pas parce qu'on termine en tête de son groupe qu'on est à l'abri d'une élimination", a ajouté Pape Bouna Thiaw, en référence à défaite des Pays-Bas face au Maroc aux tirs au but lundi. Boursorama.

Après deux matches nuls face à l'Egypte et à l'Iran, la Belgique a terminé première du groupe G, devançant l'Egypte à la différence de buts, grâce à une large victoire sur la Nouvelle-Zélande.

REPUBLIQUE TOGOLAISE
atop
Agence Togolaise de Presse
BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION
35, Rue des Médias – 2327 – Tél. (+228) 22-21-25-07/ 90-15-36-32
E-mail: contact@atop.tg// Facebook/Twitter: @atopTG
Site web: www.atop.tg
Directeur de publication
EYEBIYI Kokouvi Adéyêmi
Rédacteur en chef
KOLANI Yaya Assadou
Secrétaire de Rédaction
AMEKOUVO Akouétey
Chef section Reportage
GOMEZ Kokoenè Ayaovi
Chef section Photographie
DJOKPE Koffi
Chef section des installations techniques
AGBESSI Komlavi

Copyright, ATOP. Tous droits réservés